

C-437

Second Session, Fortieth Parliament,
57-58 Elizabeth II, 2009

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-437

An Act to Amend the Royal Canadian Mounted Police Act
(labour relations)

FIRST READING, SEPTEMBER 16, 2009

MR. MCTEAGUE

C-437

Deuxième session, quarantième législature,
57-58 Elizabeth II, 2009

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-437

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
(relations de travail)

PREMIÈRE LECTURE LE 16 SEPTEMBRE 2009

M. MCTEAGUE

SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a labour relations scheme for the Royal Canadian Mounted Police to govern collective bargaining, grievance procedures, and strike offences. The Public Service Labour Relations Board will administer these labour relations in a manner analogous to that in which it administers labour relations in the public service. The enactment repeals Part III of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, which contains different grievance procedures.

SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement, pour la Gendarmerie royale du Canada, d'un plan législatif en matière de relations de travail portant sur la négociation collective, la procédure de grief et les infractions relatives aux grèves. La gestion de ces relations de travail est confiée à la Commission des relations de travail dans la fonction publique qui s'acquitte de cette fonction de façon analogue à la gestion des relations de travail dans la fonction publique. En outre, le texte abroge la partie III de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, qui prévoit une procédure différente pour les griefs.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-437

PROJET DE LOI C-437

An Act to Amend the Royal Canadian Mounted
Police Act (labour relations)

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale
du Canada (relations de travail)

R.S., c. R-10

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

L.R., ch. R-10

**1. Subsection 5(2) of the *Royal Canadian
Mounted Police Act* is replaced by the
following:**

**1. Le paragraphe 5(2) de la *Loi sur la
Gendarmerie royale du Canada* est remplacé 5
par ce qui suit :**

Delegation

(2) The Commissioner may delegate to any
member any of the Commissioner's powers,
duties or functions under this Act, except the
power to delegate under this subsection, the 10
power to make rules under this Act and the
powers, duties or functions under subsections
42(4) and 43(1), section 45.16, subsection
45.19(5), section 45.26 and subsections
45.46(1) and (2).

(2) Le commissaire peut déléguer à tout 10
membre les pouvoirs ou fonctions que lui
attribue la présente loi, à l'exception du pouvoir
de délégation que lui accorde le présent 10
paragraphe, du pouvoir que lui accorde la
présente loi d'établir des règles et des pouvoirs
et fonctions visés aux paragraphes 42(4) et
43(1), à l'article 45.16, au paragraphe 45.19(5),
15 à l'article 45.26 et aux paragraphes 45.46(1) et 15
(2).

Délégation

**2. Paragraph 24.1(6)(b) of the Act is
replaced by the following:**

**2. L'alinéa 24.1(6)(b) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

(b) any answer or statement made in re-
sponse to a question described in subsection
40(2), 45.1(11), 45.22(8) or 45.45(9); 20

b) les réponses ou déclarations faites à la
suite des questions visées aux paragraphes 20
40(2), 45.1(11), 45.22(8) ou 45.45(9);

**3. Paragraph 29(c) of the Act is replaced
by the following:**

**3. L'alinéa 29(c) de la même loi est rem-
placé par ce qui suit :**

(c) the apportionment of the work of the
Committee among its members and the
assignment of members to review cases 25
referred to the Committee; and

c) la répartition de ses travaux entre ses
membres et la désignation de ces derniers 25
pour examiner les affaires dont il est saisi;

**4. The Act is amended by adding the
following after section 30:**

**4. La même loi est modifiée par adjon-
tion, après l'article 30, de ce qui suit :**

	PART II.1 LABOUR RELATIONS <i>Interpretation</i>	PARTIE II.1 RELATIONS DE TRAVAIL <i>Définitions</i>	
Definitions	30.1 (1) The following definitions apply in this Part.	30.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"adjudicator" « arbitre »	"adjudicator" means, subject to subsection 30.23(4), a member of the Board assigned to hear and determine a grievance referred to adjudication and includes, where the context permits, a board of adjudication established under section 30.22 and a person named as an adjudicator in a collective agreement for the purposes of that agreement.	« agent négociateur » Organisation syndicale accréditée par la Commission et représentant à ce titre une unité de négociation, et dont l'accréditation n'a pas été révoquée. « arbitre » Sous réserve du paragraphe 30.23(4), le membre de la Commission chargé d'entendre et de régler un grief renvoyé à l'arbitrage ou, selon le contexte, le conseil d'arbitrage constitué en vertu de l'article 30.22 ou la personne ainsi désignée dans une convention collective pour l'application de celle-ci.	« agent négociateur » "bargaining agent"
"arbitral award" « décision arbitrale »	"arbitral award" means an award in respect of a dispute made by the Board — or any person appointed by the Board — under subsection 30.15(2).	« Commission » La Commission des relations de travail dans la fonction publique créée en vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> .	« arbitre » "adjudicator"
"bargaining agent" « agent négociateur »	"bargaining agent" means an employee organization that is certified by the Board as the bargaining agent for a bargaining unit.	« convention collective » Convention écrite conclue en application de la présente partie entre l'employeur et un agent négociateur et renfermant des dispositions relatives aux conditions d'emploi et à des questions connexes.	« Commission » "Board"
"bargaining unit" « unité de négociation »	"bargaining unit" means a group of two or more employees that is determined, in accordance with this Part, to constitute a unit of employees appropriate for collective bargaining.	« décision arbitrale » Décision rendue sur un différend par la Commission — ou par toute autre personne nommée par celle-ci — en application du paragraphe 30.15(2).	« convention collective » "collective agreement"
"Board" « Commission »	"Board" means the Public Service Labour Relations Board established under section 12 of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> .	« employé » Tout membre au sens de la présente loi — même s'il a perdu cette qualité par suite d'un congédiement contraire à la présente partie ou à une autre loi fédérale —, à l'exclusion du commissaire, d'un sous-commissaire, d'un officier breveté ou de toute autre personne occupant un poste de direction ou de confiance.	« décision arbitrale » "arbitral award"
"Chairperson" « président »	"Chairperson" means the Chairperson of the Board.	« employeur » Le Conseil du Trésor.	« employé » "employee"
"collective agreement" « convention collective »	"collective agreement" means an agreement in writing entered into under this Part between the employer and a bargaining agent, containing provisions respecting terms and conditions of employment and related matters.	« grève » Vise notamment tout arrêt du travail ou refus de travailler par des employés agissant conjointement, de concert ou de connivence; y sont assimilés le ralentissement du travail ou toute autre activité concertée, de la part des employés, ayant pour objet la diminution ou la limitation du rendement.	« grève » "strike"
"employee" « employé »	"employee" means a member as defined in this subsection, other than the Commissioner, a Deputy Commissioner, a commissioned officer or any other person employed in a managerial or confidential position and, for the purposes of this definition a person does not cease to be employed by the employer by reason only of the person's discharge contrary to this Part or any other Act of Parliament.		« employeur » "employer"

"employee organization" « organisation syndicale »	"employee organization" means an association that represents a majority of the members and that is not affiliated directly or indirectly with a trade union or another employee organization or with any organization that is affiliated directly or indirectly with a trade union or another employee organization.	« grief » Plainte écrite déposée conformément à la présente partie par un employé, soit pour son propre compte, soit pour son compte et celui de un ou plusieurs autres employés. Les dispositions de la présente partie relatives aux griefs s'appliquent par ailleurs :	« grief » "grievance"
"employer" « employeur »	"employer" means the Treasury Board.	a) aux personnes qui seraient normalement considérées comme des employés, mais qui occupent un poste de direction ou de confiance;	10
"grievance" « grief »	"grievance" means a complaint in writing presented in accordance with this Part by an employee on his own behalf or on behalf of the employee and one or more other employees, except that	b) en ce qui concerne les mesures portant congédiement ou suspension, aux anciens employés, ainsi qu'aux personnes qui auraient eu le statut d'anciens employés si le poste qu'elles occupaient au moment de leur congédiement ou de leur suspension n'avait pas été un poste de direction ou de confiance.	10
	(a) for the purposes of any of the provisions of this Part respecting grievances, a reference to an "employee" includes a person who would be an employee but for the fact that the person is employed in a managerial or confidential position; and	« membre » S'entend au sens du paragraphe 2(1), sauf lorsqu'il vise un membre de la Commission ou un membre d'un conseil d'arbitrage.	« membre » "member"
	(b) for the purposes of any of the provisions of this Part respecting grievances with respect to action resulting in termination or suspension, a reference to an "employee" includes a former employee or a person who would be a former employee but for the fact that, at the time of the person's termination or suspension, the person was employed in a managerial or confidential position.	« organisation syndicale » Association qui représente la majorité des membres et qui n'est pas affiliée directement ou indirectement à un syndicat ou à une autre organisation syndicale ou à une organisation affiliée directement ou indirectement à un syndicat ou à une autre organisation syndicale.	« organisation syndicale » "employee organization"
"managerial or confidential position" « poste de direction ou de confiance »	"managerial or confidential position" means a position that is	« parties »	« parties » "parties"
	(a) confidential to a Minister of the Crown or the Commissioner;	a) Dans le cas de négociations collectives, d'un arbitrage ou d'un différend, l'employeur et l'agent négociateur;	30
	(b) classified by the employer or the Commissioner as being in the executive group, by whatever name called;	b) Dans le cas d'un grief, l'employeur et l'employé.	30
	(c) occupied by a member who provides advice on labour relations, staffing or classification;	« poste de direction ou de confiance » Selon le cas :	« poste de direction ou de confiance » "managerial or confidential position"
	(d) occupied by a member who has substantial management duties, responsibilities and authority over employees or has duties and responsibilities dealing formally on behalf of the employer or the Commissioner with grievances;	a) poste de confiance occupé auprès d'un ministre fédéral ou du commissaire; b) poste classé par l'employeur ou le commissaire dans le groupe de la direction, quelle qu'en soit la dénomination; c) poste occupé par un membre qui dispense des avis sur les relations de travail, la dotation en personnel ou la classification;	40

	(e) occupied by a member who is directly involved in the process of collective bargaining on behalf of the employer or the Commissioner; or	d) poste occupé par un membre qui exerce, dans une proportion notable, des attributions de gestion à l'égard d'employés ou des attributions l'amenant à s'occuper officiellement de griefs pour le compte de l'employeur ou du commissaire;	
	(f) declared to be a managerial or confidential position by an order made by the Board under subsection 30.12.	e) poste occupé par un membre qui participe directement au processus de négociations collectives pour le compte de l'employeur ou du commissaire;	
"member" « membre »	"member" has the same meaning as in subsection 2(1) of this Act, except where it means a member of the Board or a member of a board of adjudication.	f) poste déclaré tel par une ordonnance rendue par la Commission en vertu du paragraphe 30.12.	
"parties" « parties »	"parties" means (a) in relation to collective bargaining, arbitration or a dispute, the employer and a bargaining agent; and (b) in relation to a grievance, the employer and the employee who presented the grievance.	« président » Le président de la Commission.	« président » "Chairperson"
"strike" « grève »	"strike" includes a cessation of work or a refusal to work or to continue to work by employees in combination, in concert or in accordance with a common understanding, and a slow-down of work or other concerted activity on the part of employees designed to restrict or limit output.	« unité de négociation » Groupe d'employés déclaré constituer, sous le régime de la présente partie, une unité habile à négocier collectivement.	« unité de négociation » "bargaining unit"
"Vice-Chairperson" « vice-président »	"Vice-Chairperson" means a Vice-Chairperson of the Board.	« vice-président » Un vice-président de la Commission.	« vice-président » "Vice-Chairperson"
	<i>General Rights</i>	<i>Dispositions générales Droits</i>	
Employment rights	30.2 (1) The purpose of this Part is to provide certain members with collective bargaining and other rights in respect of their employment.	30.2 (1) La présente partie a pour objet d'assurer à des membres certains droits, dont celui de la négociation collective, dans le cadre de leur emploi.	Droits en matière d'emploi
Right of membership in employee organization	(2) Every employee may belong to an employee organization and may participate in the lawful activities of that employee organization.	(2) L'employé peut adhérer à une organisation syndicale et participer à toute activité licite de celle-ci.	Droit d'adhérer à une organisation syndicale
Right of employer	(3) Nothing in this Part is to be construed as affecting the right or authority of the Treasury Board under paragraph 7(1)(b) of the <i>Financial Administration Act</i> .	(3) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au droit ou à l'autorité du Conseil du Trésor conféré par l'alinéa 7(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Droit de l'employeur

Commissioner	(4) Nothing in this Part is to be construed as affecting the right or authority of the Commissioner to determine the organization of the Force in accordance with section 7.	(4) La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au droit ou à l'autorité du commissaire quant à l'organisation de la Gendarmerie visée à l'article 7.	Commissaire
Limitation	(5) The right or authority of the Commissioner under this Act does not extend to the labour relations of employees provided under this Part, except where specified.	(5) Sauf disposition contraire, le droit ou l'autorité du commissaire conféré par la présente loi ne s'appliquent pas aux relations de travail visées par la présente partie.	Restrictions
Employer participation in employee organization	<p style="text-align: center;"><i>Prohibitions</i></p> <p>30.3 (1) No person who occupies a managerial or confidential position, whether or not the person is acting on behalf of the employer or the Commissioner, shall participate in or interfere with the formation or administration of an employee organization or the representation of employees by such an organization.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Interdictions</i></p> <p>30.3 (1) Il est interdit à quiconque est titulaire d'un poste de direction ou de confiance, qu'il agisse ou non pour le compte de l'employeur ou du commissaire, de participer à la formation ou à l'administration d'une organisation syndicale, ou d'intervenir dans la représentation des employés par une telle organisation ou dans les affaires en général de celle-ci.</p>	Participation de l'employeur à une organisation syndicale
Discrimination against members and intimidation	<p>(2) Subject to subsection (3), no person shall</p> <p>(a) refuse to employ, continue to employ or otherwise discriminate against any person in regard to employment or to any term or condition of employment, because the person belongs to an employee organization or was or is exercising any right under this Part;</p> <p>(b) impose any condition on an appointment or in a contract of employment, or propose the imposition of any condition on an appointment or in a contract of employment, that seeks to restrain an employee or a person seeking employment from joining an employee organization or exercising any right under this Part; or</p> <p>(c) seek by intimidation, by threat of dismissal, or by any other kind of threat, or by the imposition of a pecuniary or any other penalty or by any other means to compel an employee</p> <p>(i) to join, refrain from joining or cease to belong to, or, except as otherwise provided in a collective agreement, to continue to belong to, an employee organization, or</p> <p>(ii) to refrain from exercising any other right under this Part.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), il est interdit :</p> <p>a) de refuser d'employer ou de continuer à 20 employer une personne, ou encore de faire des distinctions injustes fondées, en ce qui concerne l'emploi ou l'une quelconque des conditions d'emploi d'une personne, sur l'appartenance de celle-ci à une organisation 25 syndicale ou sur l'exercice d'un droit que lui accorde la présente partie;</p> <p>b) d'imposer — ou de proposer d'imposer —, à l'occasion d'une nomination ou d'un contrat de travail, une condition visant à 30 empêcher un employé ou une personne cherchant un emploi d'adhérer à une organisation syndicale ou d'exercer un droit que lui accorde la présente partie;</p> <p>c) de chercher, notamment par intimidation, 35 par menace de destitution ou par l'imposition de sanctions pécuniaires ou autres, à obliger un employé :</p> <p>(i) à adhérer — ou à s'abstenir ou à cesser d'adhérer —, ou encore, sauf disposition 40 contraire dans une convention collective, à continuer d'adhérer à une organisation syndicale,</p> <p>(ii) à s'abstenir d'exercer tout autre droit que lui accorde la présente partie. 45</p>	Discrimination et intimidation

Exception	(3) No person shall be deemed to have contravened subsection (2) by reason of any act or thing done or omitted in relation to a person who occupies, or is proposed to occupy, a managerial or confidential position.	(3) Toute action ou omission à l'égard du titulaire d'un poste de direction ou de confiance, ou de la personne proposée pour un tel poste, ne saurait constituer un manquement aux dispositions du paragraphe (2).	Exception
Discrimination against employee organization	30.4 (1) Except in accordance with this Part or any regulation, collective agreement or arbitral award, no person who occupies a managerial or confidential position, whether or not the person acts on behalf of the employer or the Commissioner, shall discriminate against an employee organization.	30.4 (1) Sauf dans les conditions et cas prévus par la présente partie, un règlement, une convention collective ou une décision arbitrale, il est interdit à tout titulaire d'un poste de direction ou de confiance, qu'il agisse ou non pour le compte de l'employeur ou du commissaire, de faire des distinctions injustes à l'égard d'une organisation syndicale.	Discrimination à l'égard d'une organisation syndicale
Saving provision	(2) Nothing in subsection (1) shall be construed to prevent a person who occupies a managerial or confidential position from receiving representations from, or holding discussions with, the representatives of any employee organization.	(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le titulaire d'un poste de direction ou de confiance de recevoir les observations des représentants d'une organisation syndicale ou d'avoir des discussions avec eux.	Réserve
Soliciting membership during working hours	30.5 Except with the consent of the employer or the Commissioner, no official or representative of an employee organization shall attempt, on the employer's premises during the working hours of an employee, to persuade the employee to join, refrain from joining, continue to belong to, or cease to belong to, an employee organization.	30.5 Sans le consentement de l'employeur ou du commissaire, un dirigeant ou un représentant d'une organisation syndicale ne peut, dans les locaux de l'employeur et pendant les heures de travail d'un employé, tenter d'amener celui-ci à adhérer, ou à s'abstenir, continuer ou cesser d'adhérer, à une organisation syndicale.	Affiliation sollicitée au cours du travail
Application of Public Service Labour Relations Act	<p style="text-align: center;">DIVISION 1</p> <p style="text-align: center;">PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS BOARD</p> <p style="text-align: center;"><i>Public Service Labour Relations Act Provisions</i></p> <p>30.6 Unless otherwise provided in this Part, the provisions of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> respecting the powers, duties, mandate and authority of the Public Service Labour Relations Board apply in respect of this Part except that</p> <p>(a) a reference to that Act in any of those provisions shall be read as a reference to this Part; and</p> <p>(b) words and expressions used in any of those provisions that are defined by this Act shall have the meaning given to them by this Act.</p>	<p style="text-align: center;">SECTION 1</p> <p style="text-align: center;">COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE</p> <p style="text-align: center;"><i>Dispositions de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i></p> <p>30.6 Sauf disposition contraire de la présente partie, les dispositions de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> concernant les pouvoirs, les fonctions, le mandat et l'autorité de la Commission des relations de travail dans la fonction publique s'appliquent dans le cadre de la présente partie. À cet effet :</p> <p>a) toute mention de cette loi dans les dispositions en cause vaut mention de la présente partie;</p> <p>b) les termes employés dans les mêmes dispositions et qui sont définis dans la présente loi s'entendent au sens de celle-ci.</p>	Application de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

	<i>Powers and Functions of the Board</i>	<i>Pouvoirs et fonctions de la Commission</i>	
Public Services Labour Relations Board	30.7 (1) The Board shall administer this Part and shall exercise such powers and perform such functions as are conferred or assigned by this Part, or as may be incidental to the attainment of the purposes of this Part, including the making of orders requiring compliance with this Part, with any regulation made under this Part or with any decision made in respect of a matter coming before the Board.	30.7 (1) La Commission met en oeuvre la présente partie et exerce les pouvoirs et fonctions que celle-ci lui confère ou qui sont nécessaires à la réalisation de ses objets, notamment en prenant des ordonnances qui exigent l'observation de la présente partie, des règlements pris sous le régime de celle-ci ou des décisions qu'elle rend sur les questions qui lui sont soumises.	Commission des relations de travail dans la fonction publique
For greater certainty	(2) For greater certainty, the powers and functions referred to in subsection (1) include, with any necessary modifications, those set out in sections 36 to 43 of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> .	(2) Il est entendu que les pouvoirs et fonctions visés au paragraphe (1) comprennent, avec les adaptations nécessaires, ceux mentionnés aux articles 36 à 43 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> .	Précision
Delegation by Board	30.8 (1) The Board may authorize the Chairperson to exercise any of its powers or perform any of its functions, other than the power to make regulations under this Part.	30.8 (1) La Commission peut déléguer au président tout ou partie de ses attributions, à l'exception du pouvoir de prendre des règlements en vertu de la présente partie.	Délégation par la Commission
Delegation by Chairperson	(2) The Chairperson may authorize a Vice-Chairperson to exercise any of the Chairperson's powers or perform any of the Chairperson's functions, including powers or functions delegated to the Chairperson by the Board.	(2) Le président peut déléguer à un vice-président tout ou partie de ses attributions, y compris celles que lui délègue la Commission.	Délégation par le président
Complaints	30.9 (1) The Board shall examine and inquire into any complaint made to it that the Commissioner, the employer or an employee organization, or any person acting on behalf of the Commissioner, the employer or employee organization, has failed	30.9 (1) La Commission instruit toute plainte dont elle est saisie et selon laquelle le commissaire, l'employeur ou une organisation syndicale — ou une personne agissant pour le compte de l'un ou l'autre — n'a pas, selon le cas :	Plaintes
	(a) to comply with section 30.3, 30.4 or 30.5;	a) observé les interdictions énoncées aux articles 30.3, 30.4 ou 30.5;	
	(b) to give effect to any provision of an arbitral award;	b) mis à effet une disposition d'une décision arbitrale;	
	(c) to give effect to a decision of an adjudicator with respect to a grievance; or	c) mis à effet une décision d'un arbitre sur un grief;	
	(d) to comply with any regulation respecting grievances made by the Board pursuant to section 30.29.	d) respecté l'un des règlements en matière de griefs pris par la Commission en vertu de l'article 30.29.	
Order of Board directing compliance	(2) If the Board determines under subsection (1) that any person has failed to comply with any prohibition, to give effect to any provision or decision or to comply with any regulation as described in that subsection, it may make an order, addressed to that person, directing the person to comply with the prohibition, give	(2) Dans les cas où, en application du paragraphe (1), la Commission juge une personne coupable d'un des manquements énoncés aux alinéas (1)a) à d), elle peut rendre une ordonnance enjoignant à cette personne de remédier au manquement ou de prendre toute mesure nécessaire à cet effet dans le délai	Ordonnance d'exécution de la Commission

	effect to the provision or decision or comply with the regulation, as the case may be, or take such action as may be required in that behalf within such specified period as the Board may consider appropriate, and	qu'elle juge approprié. En plus d'adresser cette ordonnance à la personne visée, elle l'adresse également :	
	(a) if that person has acted or purported to act on behalf of the employer, it shall direct its order as well to the employer; and	a) dans le cas où l'auteur du manquement a agi ou prétendu agir pour le compte de l'employeur, à celui-ci;	5
	(b) if that person has acted or purported to act on behalf of an employee organization, it shall direct its order as well to the chief official of that employee organization.	b) dans le cas où la personne a agi ou prétendu agir pour le compte d'une organisation syndicale, au dirigeant attribué de celle-ci.	10
Where order not complied with	30.10 If any order made under section 30.9 is not complied with within the period specified in the order, the Board shall cause a copy of its order to be filed under subsection 30.31(4).	30.10 Dans le cas où une mesure prescrite par une ordonnance rendue en vertu de l'article 30.9 n'est pas prise dans le délai imparti, la Commission fait déposer une copie de son ordonnance conformément au paragraphe 30.31(4).	Défaut d'exécution de l'ordonnance
	DIVISION 2 COLLECTIVE BARGAINING AND COLLECTIVE AGREEMENTS <i>Certification of Bargaining Agents</i> Application for Certification	SECTION 2 NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET CONVENTIONS COLLECTIVES <i>Accréditation des agents négociateurs</i> Demande d'accréditation	
Certification of bargaining agents	30.11 The Board shall administer the certification of an employee organization as a bargaining agent for the employees in the bargaining unit for the purposes of this Part in accordance with sections 54 to 102 of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> .	30.11 Pour l'application de la présente partie, la Commission administre l'accréditation d'une organisation syndicale comme agent négociateur pour les employés de l'unité de négociation conformément aux articles 54 à 102 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> .	Accréditation des agents négociateurs
Managerial or confidential position	30.12 The employer may apply to the Board for an order declaring that any position of an employee in the proposed bargaining unit is a managerial or confidential position on the grounds set out in this Part or in section 59 of the <i>Public Service Labour Relations Act</i> and in accordance with subsection 62(1), section 63, subsection 74(1) or section 75 of that Act.	30.12 L'employeur peut présenter une demande à la Commission pour qu'elle déclare, par ordonnance, que l'un ou l'autre des postes visés par la demande d'accréditation est un poste de direction ou de confiance pour les motifs énoncés dans la présente partie ou à l'article 59 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> et conformément au paragraphe 62(1), à l'article 63, au paragraphe 74(1) ou à l'article 75 de cette loi.	Poste de direction ou de confiance
Application for certification	30.13 An employee organization seeking to be certified as bargaining agent for a group of employees that it considers to constitute a unit of employees appropriate for collective bargain-	30.13 L'organisation syndicale qui sollicite son accréditation comme agent négociateur pour un groupe d'employés qui, selon elle, constitue une unité habile à négocier collectivement peut	Demande d'accréditation

	ing may apply to the Board for certification in accordance with sections 54 to 56 of the <i>Public Services Labour Relations Act</i> .	en faire la demande à la Commission conformément aux articles 54 à 56 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> .	
	Determination of Appropriate Bargaining Units	Détermination des unités habiles à négocier	
Determination of appropriate bargaining units	30.14 (1) When an application for certification is made under section 30.13, the Board shall determine the group of employees that constitutes a unit appropriate for collective bargaining.	30.14 (1) Saisie d'une demande d'accréditation conforme à l'article 30.13, la Commission détermine le groupe d'employés qui constitue une unité habile à négocier collectivement.	Détermination d'une unité 5
Consideration of employer's classification	(2) In determining whether a group of employees constitutes a unit appropriate for collective bargaining, the Board shall have regard to (a) the proper operation of this Part; (b) the nature of the employee organization under this Part; (c) the organization of the Force; and (d) the duties and classification of the employees in the proposed bargaining unit in relation to any plan of classification as it may apply to the employees in the proposed bargaining unit, including the occupational groups or subgroups established by the employer.	(2) Pour décider si le groupe d'employés constitue une unité habile à négocier collectivement, la Commission tient compte a) de l'application de la présente partie; b) de la nature de l'organisation syndicale qui y est visée; c) de l'organisation de la Gendarmerie; d) du rapport entre, d'une part, les fonctions et la classification des employés compris dans l'unité proposée et, d'autre part, tout mode de classification qui leur est applicable, y compris les groupes ou sous-groupes professionnels établis par l'employeur.	Facteurs dont la Commission tient compte 10
Unit co-extensive with occupational groups	(3) The Board shall establish bargaining units that are co-extensive with the occupational groups or subgroups established by the employer, unless doing so would not permit satisfactory representation of the employees to be included in a particular bargaining unit and, for that reason, such a unit would not be appropriate for collective bargaining.	(3) La Commission est tenue de définir des unités de négociation correspondant aux groupes ou sous-groupes professionnels établis par l'employeur, sauf dans le cas où elles ne constitueraient pas des unités habiles à négocier collectivement au motif qu'elles ne permettraient pas une représentation adéquate des employés qui en font partie.	Unités correspondant aux groupes professionnels 25
Composition of bargaining unit	(4) For the purposes of this Part, a unit of employees may be determined by the Board to constitute a unit appropriate for collective bargaining whether or not its composition is identical with the group of employees in respect of which the application for certification was made.	(4) Pour l'application de la présente partie, l'unité de négociation définie par la Commission ne coïncide pas nécessairement avec le groupe d'employés visé par la demande d'accréditation.	Unité définie 30
Determination of questions of membership in bargaining units	(5) On application by the employer or the employee organization, the Board shall determine every question that arises as to whether any employee or class of employees is included	(5) À la demande de l'employeur ou de l'organisation syndicale, la Commission se prononce sur l'appartenance de tout employé ou de toute catégorie d'employés à une unité de négociation qu'elle a définie, ou sur leur appartenance à toute autre unité.	Appartenance ou non aux unités de négociation 35

in a bargaining unit determined by the Board to constitute a unit appropriate for collective bargaining, or is included in any other unit.

Dispute Resolution

Règlement des différends

Choice of process for dispute resolution

30.15 (1) For the purposes of this Part, the bargaining agent for a bargaining unit shall notify the Board of the process it has chosen for dispute resolution — either arbitration or conciliation — and the Board shall record the process chosen in accordance with sections 103 and 104 of the *Public Service Labour Relations Act*.

30.15 (1) Pour l'application de la présente partie, l'agent négociateur d'une unité de négociation avise la Commission de son choix du mode de règlement — renvoi à l'arbitrage ou renvoi à la conciliation — applicable à tout différend auquel il peut être partie. La Commission enregistre le mode de règlement des différends ainsi choisi conformément aux articles 103 et 104 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Choix du mode de règlement des différends

Dispute resolution

(2) If a dispute arises in connection with the conclusion, renewal or revision of a collective agreement, the resolution of the dispute shall be administered by the Board and determined between the parties in accordance with sections 105 to 118 and sections 135 to 183 of the *Public Service Labour Relations Act* and, for greater certainty, may include mediation, conciliation, arbitration, or alternate dispute resolution.

(2) Si un désaccord survient relativement à la conclusion, au renouvellement ou à la révision d'une convention collective, le mode de règlement des différends est administré par la Commission et déterminé par les parties conformément aux articles 105 à 118 et 135 à 183 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, et peut comprendre la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou un mode substitutif de règlement.

Règlement des différends

Collective agreements

30.16 For the purposes of this Part, the parties shall negotiate collective agreements and the Board shall administer negotiations in respect of collective agreements in accordance with sections 105 to 118 of the *Public Service Labour Relations Act*.

30.16 Pour l'application de la présente partie, les parties négocient les conventions collectives et la Commission administre les négociations relatives aux conventions collectives conformément aux articles 105 à 118 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Conventions collectives

Negotiation of Collective Agreements

Négociation des conventions collectives

Notice to bargain collectively

30.17 After the Board has certified an employee organization as the bargaining agent for a bargaining unit and the process for the resolution of a dispute applicable to that bargaining unit has been recorded by the Board, the bargaining agent or the employer may, by notice in writing, require the other to commence bargaining collectively with a view to entering into, renewing or revising a collective agreement in accordance with sections 105 to 118 of the *Public Service Labour Relations Act*.

30.17 Une fois l'accréditation obtenue par l'organisation syndicale et le mode de règlement des différends enregistré par la Commission, l'agent négociateur ou l'employeur peut, par avis écrit, requérir l'autre partie d'entamer des négociations collectives en vue de la conclusion, du renouvellement ou de la révision d'une convention collective conformément aux articles 105 à 118 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Avis de négocier collectivement

Binding effect of collective agreement	<p>30.18 For the purposes of this Part, a collective agreement is binding on the employer, the Commissioner, the bargaining agent and every employee in the bargaining unit on and after the day on which it has effect.</p>	<p>30.18 Pour l'application de la présente partie, la convention collective lie l'employeur, le commissaire, l'agent négociateur et les employés de l'unité de négociation à compter de la date de son entrée en vigueur.</p>	Caractère obligatoire de la convention 5
	<p style="text-align: center;">DIVISION 3 GRIEVANCES <i>Rights</i></p>	<p style="text-align: center;">SECTION 3 GRIEFS <i>Droits</i></p>	
Right to present grievances	<p>30.19 (1) Subject to subsections (2) and 41(9), an employee is entitled to present the grievance at each of the levels in the grievance process provided for by this Part if he or she feels aggrieved</p>	<p>30.19 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 41(9), l'employé a le droit de présenter un grief à tous les paliers de la procédure prévue à cette fin par la présente partie, lorsqu'il s'estime lésé :</p>	Droit de déposer des griefs 10
	<p>(a) by the interpretation or application, in respect of the employee, of</p> <p>(i) a provision of a statute or regulation, or a rule, by-law, direction or other instrument made or issued by the employer or the Commissioner, that deals with terms and conditions of employment, or</p> <p>(ii) a provision of a collective agreement or an arbitral award; or</p> <p>(b) as a result of any occurrence or matter affecting the employee's terms and conditions of employment.</p>	<p>a) par l'interprétation ou l'application à son égard :</p> <p>(i) soit d'une disposition législative, d'un règlement — administratif ou autre — , d'une instruction ou de tout autre acte pris par l'employeur ou le commissaire concernant les conditions d'emploi,</p> <p>(ii) soit d'une disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale;</p> <p>b) par suite de tout fait portant atteinte à ses conditions d'emploi.</p>	15 20
Limitation	<p>(2) An employee is not entitled to present any grievance relating to the interpretation or application, in respect of the employee, of a provision of a collective agreement or an arbitral award unless the employee has the approval of and is represented by the bargaining agent for the bargaining unit to which the collective agreement or arbitral award applies.</p>	<p>(2) L'employé n'est admis à présenter un grief portant sur l'interprétation ou l'application à son égard d'une disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale qu'à condition d'avoir obtenu l'approbation de l'agent négociateur de l'unité de négociation à laquelle s'applique la convention collective ou la décision arbitrale et d'être représenté par cet agent.</p>	Restrictions 30
Right to be represented by employee organization	<p>(3) An employee who is not included in a bargaining unit for which an employee organization has been certified as bargaining agent may seek the assistance of and, if the employee chooses, may be represented by any employee organization in the presentation or reference to adjudication of a grievance.</p>	<p>(3) L'employé ne faisant pas partie d'une unité de négociation pour laquelle une organisation syndicale a été accréditée peut demander l'aide de n'importe quelle organisation syndicale et, s'il le désire, être représenté par celle-ci à l'occasion de la présentation d'un grief ou du renvoi d'un tel grief à l'arbitrage.</p>	Droit d'être représenté par une organisation syndicale 35
Right to be represented by employee organization	<p>(4) No employee who is included in a bargaining unit for which an employee organization has been certified as bargaining agent</p>	<p>(4) L'employé faisant partie d'une unité de négociation pour laquelle une organisation syndicale a été accréditée ne peut être représenté</p>	Représentation par l'organisation syndicale 40

Reference of grievance to adjudication	<p>may be represented by any other employee organization in the presentation or reference to adjudication of a grievance.</p>	<p>par une autre organisation syndicale à l'occasion de la présentation d'un grief ou du renvoi d'un tel grief à l'arbitrage.</p>	Renvoi d'un grief à l'arbitrage
	<p><i>Adjudication of Grievances</i></p>	<p><i>Arbitrage des griefs</i></p>	
	<p>30.20 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, an employee may refer to adjudication a grievance that has been presented up to and including the final level in the grievance process and that has not been dealt with to the employee's satisfaction if the grievance is related to</p>	<p>30.20 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, après l'avoir porté jusqu'au dernier palier de la procédure applicable sans avoir obtenu satisfaction, l'employé peut renvoyer à l'arbitrage tout grief portant sur :</p>	
	<p>(a) the interpretation or application in respect of the employee of a provision of a collective agreement or an arbitral award;</p>	<p>a) soit l'interprétation ou l'application, à son égard, d'une disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale;</p>	
	<p>(b) disciplinary action against the employee resulting in suspension or a financial penalty;</p>	<p>b) soit une mesure disciplinaire prise contre lui entraînant la suspension ou une sanction pécuniaire;</p>	
	<p>(c) the termination of employment of the employee, other than rejection on probation in respect of an initial appointment;</p>	<p>c) soit son licenciement, à l'exception du renvoi à la suite d'une période de stage consécutive à une première nomination;</p>	
	<p>(d) the demotion of the employee;</p>	<p>d) soit sa rétrogradation;</p>	
	<p>(e) if the employee has been denied an appointment, the employer's evaluation of the skill, fitness and ability of the employee with respect to the employee's qualification for the appointment; or</p>	<p>e) soit, en cas de refus de nomination, l'évaluation de l'employeur sur son aptitude vis-à-vis des exigences du poste;</p>	
	<p>(f) the employer's classification of the employee.</p>	<p>f) soit sa classification par l'employeur.</p>	
Approval of bargaining agent	<p>(2) The employee is not entitled to refer a grievance described in paragraph (1)(a) to adjudication unless the bargaining agent for the bargaining unit to which the collective agreement or arbitral award applies signifies in the prescribed manner its approval of the reference of the grievance to adjudication and its willingness to represent the employee in the adjudication proceedings.</p>	<p>(2) Pour pouvoir renvoyer à l'arbitrage un grief portant sur le point visé à l'alinéa (1)a), l'employé doit obtenir, dans les formes réglementaires, l'approbation de son agent négociateur et son acceptation de le représenter dans la procédure d'arbitrage.</p>	Approbation de l'agent négociateur
Appointment of adjudicators	<p>30.21 The Board shall assign such members of the Board as may be required to hear and adjudicate on grievances referred to adjudication under this Part.</p>	<p>30.21 La Commission désigne, en tant que de besoin, ses membres pour entendre et juger les griefs renvoyés à l'arbitrage en application de la présente partie.</p>	Nomination des arbitres
Composition of board of adjudication	<p>30.22 (1) A board of adjudication consists of one member of the Board, who is the chairperson of the board of adjudication, and two other persons, each of whom is nominated by one of the parties.</p>	<p>30.22 (1) Le conseil d'arbitrage se compose d'un membre de la Commission, qui assume la présidence du conseil et de deux autres personnes choisies respectivement par l'une et l'autre parties.</p>	Composition du conseil d'arbitrage

Ineligibility	(2) A person is not eligible to be a member of the board of adjudication if the person has any direct interest in or connection with the grievance, its handling or its disposition.	(2) L'appartenance au conseil d'arbitrage est incompatible avec un intérêt quelconque, direct ou indirect, à l'égard du grief renvoyé à l'arbitrage, de son instruction ou de son règlement.	Incompatibilité
Notice	30.23 (1) The employee who refers a grievance to adjudication under this Part shall give notice of the reference to the Board in the prescribed manner and shall specify in the notice whether an adjudicator is named in any applicable collective agreement and, if no adjudicator is so named, whether the employee requests the establishment of a board of adjudication.	30.23 (1) L'employé qui a renvoyé un grief à l'arbitrage en application de la présente partie en avise la Commission dans les formes réglementaires. Il précise dans son avis si un arbitre particulier est déjà désigné dans la convention collective applicable ou, à défaut, s'il demande l'établissement d'un conseil d'arbitrage.	Avis
Action to be taken by Board	(2) On receipt of the notice referred to in subsection (1), the Board shall, in the manner and within the time prescribed, (a) if the grievance is one arising out of a collective agreement and an adjudicator is named therein, refer the matter to that adjudicator; (b) if a board of adjudication has been requested by the aggrieved employee and no objection has been made by the employer within such time as may be prescribed, establish the board of adjudication and refer the matter to it; and (c) in any other case, refer the matter to an adjudicator designated by the Board.	(2) Après avoir reçu l'avis visé au paragraphe (1), la Commission, dans les formes et le délai réglementaires : a) soit renvoie l'affaire à l'arbitre désigné dans la convention collective au titre de laquelle le grief est déposé; b) soit constitue, à la demande de l'employé qui s'estime lésé et à condition que l'employeur ne s'y oppose pas dans le délai fixé par règlement, un conseil d'arbitrage auquel elle renvoie le grief; c) soit, dans tout autre cas, renvoie le grief à un arbitre de son choix.	Mesure à prendre par la Commission
Adjudication of certain matters	(3) Notwithstanding subsections (1) and (2) and section 30.26, if a grievance respecting a matter referred to in paragraph 30.20(1)(d), (e) or (f) is referred to adjudication, the adjudication shall be by a single adjudicator designated by (a) the employee and employer; or (b) the Chairperson, when the employer and employee are unable to agree on the selection of an adjudicator and either party makes a written request to the Chairperson to designate an adjudicator.	(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2) et à l'article 30.26, le grief portant sur les points visés aux alinéas 30.20(1)d), e) ou f) est, sur renvoi à l'arbitrage, déféré à un arbitre seul choisi par l'employé et l'employeur en cause ou, en cas de désaccord et à la demande écrite de l'un ou l'autre, par le président.	Sort de certaines affaires
Adjudicator respecting certain matters	(4) A person selected to adjudicate a grievance respecting a matter referred to in paragraph 30.20(1)(d), (e) or (f)	(4) L'arbitre choisi ne peut être membre de la Commission ni avoir un intérêt direct ou indirect dans le grief ou dans l'instruction ou le règlement de celui-ci; toutefois, dans le cadre de l'arbitrage, il dispose de tous les pouvoirs	Précision sur l'arbitre

	<p>(a) shall not be a member of the Board but has, for the purposes of the adjudication, all the powers, rights and privileges of the Board other than the power to make regulations of general application under section 30.7; and 5</p> <p>(b) shall not have any direct interest in or in connection with the grievance, its handling or its disposition.</p>	<p>d'un membre de la Commission, sauf celui de prendre des règlements d'application générale au titre de l'article 30.7.</p>	
Powers of adjudicator	<p>30.24 An adjudicator has, for the purposes of the adjudication of a grievance respecting a 10 matter referred to in paragraph 30.20(1)(a), (b) or (c), the powers that the Board has under section 30.7 in relation to the hearing or determination of a proceeding before it.</p>	<p>30.24 Dans le cas d'un grief qui peut être renvoyé à l'arbitrage au titre des alinéas 30.20(1)a), b) ou c), l'arbitre est investi des pouvoirs de la Commission prévus à l'article 30.7 pour l'audition ou le règlement de tout grief qui lui est soumis.</p>	Pouvoirs de l'arbitre 5
Compliance with procedures	<p>30.25 (1) Subject to any regulation made by 15 the Board under paragraph 30.29(1)(d), no grievance shall be referred to adjudication and no adjudicator shall hear or render a decision on a grievance until it has been presented at all required levels in accordance with the applica- 20 ble grievance process.</p>	<p>30.25 (1) Sous réserve des règlements pris 10 par la Commission en vertu de l'alinéa 30.29(1)d), le renvoi d'un grief à l'arbitrage de même que son audition et la décision de l'arbitre à son sujet ne peuvent avoir lieu qu'après la présentation du grief à tous les 15 paliers requis conformément à la procédure applicable.</p>	Observation de la procédure 10
Decision requiring amendment	<p>(2) An adjudicator's decision in respect of a grievance may not have the effect of requiring the amendment of a collective agreement or an 25 arbitral award.</p>	<p>(2) La décision de l'arbitre ne peut avoir pour effet d'exiger la modification d'une convention collective ou d'une décision arbi- 20 traire.</p>	Décision entraînant une modification 20
Binding effect	<p>(3) If a grievance has been presented up to and including the final level in the grievance process and may not be referred to adjudication under section 30.20, the decision on the grievance taken at the final level in the 30 grievance process is final and binding for all purposes of this Part and no further action may be taken under this Part in respect of that decision.</p>	<p>(3) Dans le cas du grief qui a été porté jusqu'au dernier palier et ne peut être renvoyé à l'arbitrage au titre de l'article 30.20, la décision rendue au dernier palier de la procédure de grief 25 est définitive et obligatoire pour l'application de la présente partie, et aucune autre mesure ne peut être prise sous le régime de celle-ci à l'égard du grief en cause.</p>	Décision définitive et obligatoire 25
Hearing of grievance	<p>30.26 (1) When a grievance is referred to 35 adjudication, the adjudicator shall give both parties to the grievance an opportunity to be heard.</p>	<p>30.26 (1) L'arbitre donne à chaque partie au 30 grief l'occasion de se faire entendre.</p>	Audition du grief 30
Decision on grievance	<p>(2) After considering the grievance, the adjudicator shall render a decision and 40</p> <p>(a) send a copy of the decision to each party, to the representative of each party and to the bargaining agent, if any, for the bargaining unit of the employee who presented the grievance; and 45</p>	<p>(2) Après étude du grief, l'arbitre rend une décision à son sujet, dont il transmet copie :</p> <p>a) à chaque partie et à son représentant ainsi que, s'il y a lieu, à l'agent négociateur de 35 l'unité de négociation à laquelle appartient l'employé qui a déposé le grief;</p> <p>b) au directeur général de la Commission.</p>	Décision au sujet du grief 40

	(b) deposit a copy of the decision with the Executive Director.			
Decision of board of adjudication	(3) A decision of a majority of the members of the board of adjudication on a grievance is a decision of the board, which shall be signed by the chairperson of the board.	5	(3) La décision, au sujet d'un grief, de la majorité des membres d'un conseil d'arbitrage vaut décision du conseil. Elle est signée par le président du conseil d'arbitrage.	Décision du conseil d'arbitrage
Implementation of decision by employer	(4) When a decision on any grievance referred to adjudication requires any action by or on the part of the employer, the employer shall take that action.	10	(4) L'employeur prend toute mesure que lui impose une décision rendue à l'arbitrage sur un grief.	Mise en oeuvre de la décision par l'employeur
Action to be taken by employee or bargaining agent	(5) When a decision on any grievance requires any action by or on the part of an employee or a bargaining agent or both of them, the employee or bargaining agent, or both, as the case may be, shall take that action.	15	(5) L'employé ou l'agent négociateur, ou les deux, prennent toute mesure que leur impose une décision rendue à l'arbitrage sur un grief.	Mesures à prendre par l'employé ou l'agent négociateur
Powers of Board—decision	(6) The Board may take action, in accordance with section 30.9, to give effect to the decision of an adjudicator on a grievance but shall not inquire into the basis or substance of the decision.	20	(6) La Commission peut prendre toute mesure prévue par l'article 30.9 pour donner effet à la décision rendue par un arbitre sur un grief, sans toutefois discuter le fondement ou la substance de cette décision.	Pouvoirs de la Commission—décision
Expenses of adjudication	30.27 (1) The method of determining the remuneration of an adjudicator named in a collective agreement and of defraying such expenses as the adjudicator may incur shall be as established in the collective agreement naming the adjudicator; however, if the agreement does not specify the method, the named adjudicator's remuneration and expenses shall be borne equally by the parties.	25	30.27 (1) Le mode de calcul, pour la rémunération d'un arbitre désigné dans une convention collective et les indemnités qui peuvent lui être versées, est celui qui est fixé par cette convention collective. À défaut, toutefois, ce sont les parties qui supportent également la rémunération et les indemnités de l'arbitre.	Frais d'arbitrage
Adjudicator not named	(2) Subject to subsection (3), if a grievance is referred to an adjudicator who is not named in a collective agreement and the employee who presented the grievance is represented in the adjudication proceedings by the bargaining agent for the bargaining unit of the employee, the bargaining agent is liable to pay and shall remit to the Board such part of the costs of the adjudication as may be determined by the Executive Director with the approval of the Board.	30 35 40	(2) Sous réserve du paragraphe (3), dans les cas où un grief est renvoyé à un arbitre qui n'est pas désigné dans une convention collective et où l'employé qui l'a déposé est représenté dans la procédure d'arbitrage par l'agent négociateur de l'unité de négociation à laquelle il appartient, l'agent négociateur est tenu de payer à la Commission la partie des frais d'arbitrage déterminée par le directeur général de la Commission avec l'approbation de celle-ci.	Arbitre non désigné
Remuneration and expenses	(3) If a grievance is referred to a board of adjudication, the remuneration and expenses of the nominee of each party shall be borne by the parties respectively.		(3) Dans le cas où le grief est renvoyé à un conseil d'arbitrage, la rémunération et les indemnités des arbitres sont par contre à la charge des parties qui les ont respectivement fait nommer.	Rémunération et indemnités

Debt due to the Crown	<p>(4) Any amount that is payable to the Board by a bargaining agent under subsection (2) or (3) may be recovered as a debt due to the Crown by the bargaining agent that shall, for the purposes of this subsection, be deemed to be a person.</p>	<p>(4) Tout montant payable à la Commission par un agent négociateur aux termes des paragraphes (2) ou (3) constitue une créance de Sa Majesté et peut être recouvré à ce titre. L'agent négociateur est alors, pour l'application du présent paragraphe, réputé être une personne.</p>	Créance de Sa Majesté
Grievance — paragraph 30.20(1)(d), (e) or (f)	<p>(5) If a grievance respecting a matter referred to in paragraph 30.20(1)(d), (e) or (f) is referred to adjudication, the adjudicator's remuneration and expenses shall be borne equally by the parties.</p>	<p>(5) Les parties supportent à parts égales la rémunération et les indemnités de l'arbitre dans les cas d'arbitrage de griefs portant sur les points visés aux alinéas 30.20(1)d, e) ou f).</p>	Griefs — alinéas 30.20(1)d, e) ou f)
Reference by employer or bargaining agent to Board	<p style="text-align: center;"><i>Enforcement of Obligations</i></p> <p>30.28 (1) When the employer and a bargaining agent have executed a collective agreement or are bound by an arbitral award and the employer or the bargaining agent seeks to enforce an obligation that is alleged to arise out of the agreement or award, and when the enforcement of the obligation may not be the subject of a grievance by an employee in the bargaining unit to which the collective agreement or arbitral award applies, either the employer or the bargaining agent may, in the prescribed manner, refer the matter to the Board.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Exécution des obligations</i></p> <p>30.28 (1) L'employeur et l'agent négociateur qui ont signé une convention collective ou sont liés par une décision arbitrale peuvent, dans les cas où l'un ou l'autre cherche à faire exécuter une obligation qui, selon lui, découle de cette convention ou décision et dont l'exécution ne peut faire l'objet d'un grief de la part d'un employé de l'unité de négociation visée par la convention ou la décision, renvoyer l'affaire à la Commission dans les formes réglementaires.</p>	Saisine de la Commission par l'employeur ou l'agent négociateur
Board shall hear and determine	<p>(2) When a matter is referred to the Board under subsection (1), the Board shall hear and determine whether there is an obligation as alleged and whether, if there is, there has been a failure to observe or to carry out the obligation.</p>	<p>(2) Après avoir entendu l'affaire qui lui est renvoyée au titre du paragraphe (1), la Commission se prononce sur l'existence de la prétendue obligation et, selon le cas, détermine s'il y a eu ou non manquement.</p>	Décision de la Commission
Hearing and determination of reference	<p>(3) The Board shall hear and determine any matter referred to it under subsection (1) as though the matter were a grievance, and subsection 30.25(2) and sections 30.26 and 30.27 apply to the hearing and determination of that matter.</p>	<p>(3) La Commission entend et juge l'affaire qui lui est renvoyée au titre du paragraphe (1) comme s'il s'agissait d'un grief, et le paragraphe 30.25(2) ainsi que les articles 30.26 et 30.27 s'appliquent à l'audition et à la décision.</p>	Assimilation à un grief
Regulations respecting grievances	<p style="text-align: center;"><i>Regulations Respecting Grievances</i></p> <p>30.29 (1) The Board may make regulations respecting the processes for dealing with grievances, including regulations concerning</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the manner and form of presenting a grievance; (b) the maximum number of levels in each grievance process; (c) the time within which a grievance may be presented at any level in a grievance process; 	<p style="text-align: center;"><i>Règlements concernant les griefs</i></p> <p>30.29 (1) La Commission peut prendre des règlements relatifs à la procédure applicable aux griefs, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) leurs mode et formalités de présentation; b) le nombre maximal de paliers auxquels ils peuvent être présentés; c) leur délai de présentation pour chaque palier de la procédure applicable; 	Règlements concernant les griefs

Application of regulations	<p>(d) the circumstances in which any level below the final level in the grievance process may be eliminated; and</p> <p>(e) in any case of doubt, the circumstances in which any occurrence or matter may be said to constitute a grievance.</p>	<p>d) les circonstances permettant d'éliminer, pour leur présentation, tel ou tel palier inférieur ou intermédiaire;</p> <p>e) en cas de doute, les circonstances dans lesquelles un fait ou une question quelconques peuvent donner matière à un grief.</p>	Restriction à l'application des règlements
Regulations respecting adjudication of grievances	<p>(2) Any regulations made under subsection (1) in relation to the procedure for the presentation of grievances shall not apply in respect of employees included in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board, to the extent that such regulations are inconsistent with any provisions contained in a collective agreement entered into by the bargaining agent and the employer applicable to those employees.</p>	<p>(2) Les dispositions d'une convention collective conclue à l'égard des employés d'une unité de négociation par l'agent négociateur accrédité pour celle-ci et par l'employeur l'emportent sur les dispositions incompatibles des règlements pris par la Commission en vertu du paragraphe (1).</p>	Restriction à l'application des règlements
Regulations respecting adjudication of grievances	<p>(3) The Board may make regulations in relation to the adjudication of grievances, including regulations respecting</p> <p>(a) the manner and form of presenting a grievance and, in the case of group grievances, the form of the consent of the employees concerned;</p> <p>(b) the maximum number of levels in each grievance process;</p> <p>(c) the manner in which employees are to be advised of the names of the persons whose decision on a grievance constitutes a level in the grievance process, including the final level;</p> <p>(d) the time within which a grievance may be presented at any level in a grievance process;</p> <p>(e) the circumstances in which any level below the final level in a grievance process may be eliminated;</p> <p>(f) the manner in which and the time within which a grievance may be referred to adjudication after it has been presented up to and including the final level in the grievance process;</p> <p>(g) the establishment of rules of procedure for the hearing of a grievance;</p>	<p>(3) La Commission peut prendre des règlements régissant l'arbitrage des griefs, notamment en ce qui concerne :</p> <p>a) leurs mode et formalités de présentation, ainsi que, dans le cas des griefs collectifs, la forme du consentement des employés concernés;</p> <p>b) le nombre maximal de paliers auxquels ils peuvent être présentés dans le cadre de la procédure applicable;</p> <p>c) la façon dont les employés sont avisés du nom des personnes dont la décision en matière de grief constitue un palier de la procédure applicable, y compris le dernier;</p> <p>d) leur délai de présentation pour chaque palier de la procédure applicable;</p> <p>e) les circonstances permettant d'éliminer, pour leur présentation, tel ou tel palier inférieur ou intermédiaire;</p> <p>f) le mode et le délai de leur renvoi à l'arbitrage après leur présentation jusqu'au dernier palier;</p> <p>g) l'établissement de règles de procédure pour leur audition;</p> <p>h) le délai d'envoi des avis et autres documents au titre de la présente partie, ainsi que leurs destinataires et la date où ils sont réputés avoir été donnés et reçus;</p>	Règlements concernant l'arbitrage des griefs

	<p>(h) the specification of the time within which and the persons to whom notices and other documents must be sent or given under this Part, and when the notices are deemed to have been sent, given or received; and 5</p> <p>(i) the manner of giving notice of an issue to the Canadian Human Rights Commission under this Part.</p>	<p>i) les modalités applicables aux avis donnés à la Commission canadienne des droits de la personne sous le régime de la présente partie.</p>	
	<p style="text-align: center;"><i>No Right of Action</i></p>	<p style="text-align: center;"><i>Absence de droits d'action</i></p>	
Disputes relating to employment	<p>30.30 (1) The right of an employee to seek redress by way of grievance for any dispute relating to his or her terms or conditions of employment is in lieu of any right of action that the employee may have in relation to any act or omission giving rise to the dispute. 10</p>	<p>30.30 (1) Le droit de recours de l'employé par voie de grief relativement à tout différend lié à ses conditions d'emploi remplace ses droits d'action en justice relativement aux faits — actions ou omissions — à l'origine du différend. 5</p>	Différend lié à l'emploi
Application	<p>(2) Subsection (1) applies whether or not the employee avails himself or herself of the right to present a grievance in any particular case and whether or not the grievance could be referred to adjudication. 15</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique que l'employé se prévale ou non de son droit de présenter un grief et qu'il soit possible ou non de soumettre le grief à l'arbitrage.</p>	Application
	<p style="text-align: center;">DIVISION 4 GENERAL</p> <p style="text-align: center;"><i>Review and Enforcement of Orders</i></p>	<p style="text-align: center;">SECTION 4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p style="text-align: center;"><i>Révision et exécution des ordonnances</i></p>	
Orders not subject to review by court	<p>30.31 (1) Subject to this Part, every order, award, direction, decision, declaration or ruling of the Board, is final and shall not be questioned or reviewed in any court, except in accordance with the <i>Federal Courts Act</i> on the grounds referred to in paragraph 18.1(4)(a), (b) or (e) of that Act. 20</p>	<p>30.31 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, toute ordonnance, décision arbitrale ou autre, instruction ou déclaration de la Commission est définitive et n'est susceptible de contestation ou de révision judiciaire qu'en conformité avec la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> et pour les motifs visés aux alinéas 18.1(4)a), b) ou e) de cette loi. 20</p>	Impossibilité de révision par un tribunal
Standing of Board	<p>(2) The Board has standing to appear in proceedings referred to in subsection (1) for the purpose of making submissions regarding the standard of review to be used with respect to decisions of the Board and the Board's jurisdiction, policies and procedures. 30</p>	<p>(2) La Commission a qualité pour comparaître dans les procédures visées au paragraphe (1) afin de présenter ses observations à l'égard de la norme de contrôle judiciaire applicable à ses décisions ou à l'égard de sa compétence, de ses procédures et de ses lignes directrices.</p>	Qualité de la Commission
No review by <i>certiorari</i>	<p>(3) Except as permitted by subsection (1), no order, decision or proceeding of the Board made or carried on under or purporting to be made or carried on under this Part may, on any ground, including the ground that the order, decision or proceeding is beyond the jurisdiction of the 35</p>	<p>(3) Sauf exception prévue au paragraphe (1), l'action — décision, ordonnance ou procédure — de la Commission dans la mesure où elle est censée s'exercer dans le cadre de la présente partie, ne peut, pour quelque motif, notamment celui de l'excès de pouvoir ou de l'incompétence à une étape quelconque de la procédure :</p>	Interdiction de recours extraordinaire

	<p>Board to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the Board for any reason exceeded or lost its jurisdiction,</p> <p>(a) be questioned, reviewed, prohibited or restrained; or</p> <p>(b) be made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injunction, <i>certiorari</i>, prohibition, <i>quo warranto</i> or otherwise.</p>	<p>a) être contestée, révisée, empêchée ou limitée;</p> <p>b) faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de <i>certiorari</i>, de prohibition ou de <i>quo warranto</i>.</p>	
<p>Filing of Board's orders in Federal Court</p>	<p>(4) The board shall, on the request in writing of any person or organization affected by any order of the Board, file a certified copy of the order, exclusive of the reasons for the order, in the Federal Court unless, in its opinion,</p> <p>(a) there is no indication of failure or likelihood of failure to comply with the order; or</p> <p>(b) the filing of the order in the Federal Court would serve no useful purpose.</p>	<p>(4) Sur demande écrite de la personne ou de l'organisation touchée, la Commission dépose à la Cour fédérale une copie certifiée conforme du dispositif de l'ordonnance sauf si, à son avis :</p> <p>a) soit rien ne laisse croire qu'elle n'a pas été exécutée ou ne le sera pas;</p> <p>b) soit, pour d'autres motifs valables, le dépôt ne serait d'aucune utilité.</p>	<p>Dépôt à la Cour fédérale</p>
<p>Effect of filing</p>	<p>(5) An order of the Board becomes an order of the Federal Court when a certified copy of the order is filed in that court, and it may subsequently be enforced as such.</p>	<p>(5) En vue de son exécution, l'ordonnance rendue par la Commission, dès le dépôt à la Cour fédérale de la copie certifiée conforme, est assimilée à une ordonnance rendue par celle-ci.</p>	<p>Exécution des ordonnances</p>
<p>Participation by employee in strike</p>	<p style="text-align: center;"><i>Offences Relating to Strikes</i></p> <p>30.32 No employee shall participate in a strike.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Infractions relatives aux grèves</i></p> <p>30.32 Il est interdit à l'employé de participer à une grève.</p>	<p>Participation des employés à une grève</p>
<p>Declaration or authorization of strike</p>	<p>30.33 No employee organization shall declare or authorize a strike of employees and no official or representative of an employee organization shall counsel or procure the declaration or authorization of a strike of employees or the participation of employees in a strike, the effect of which is or would be to involve the participation of an employee in a strike in contravention of section 30.32.</p>	<p>30.33 Il est interdit à une organisation syndicale de déclarer ou d'autoriser une grève des employés et à un dirigeant ou représentant de l'organisation de conseiller ou de susciter la déclaration ou l'autorisation d'une telle grève, ou encore la participation d'employés à celle-ci, si elle a ou aurait pour effet de placer ces employés en situation d'infraction à l'article 30.32.</p>	<p>Déclaration ou autorisation de grève</p>
<p>Offence — employee</p>	<p>30.34 (1) Every employee who contravenes section 30.32 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$1,000.</p>	<p>30.34 (1) L'employé qui contrevient à l'article 30.32 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars.</p>	<p>Infraction — employé</p>
<p>Offence — official or representative</p>	<p>(2) Every official or representative of an employee organization who contravenes section 30.33 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$10,000.</p>	<p>(2) Le dirigeant ou représentant d'une organisation syndicale qui contrevient à l'article 30.33 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.</p>	<p>Infraction — dirigeant ou représentant</p>

Offence — employee organization

(3) Every employee organization that contravenes section 30.33 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$1,000 for each day that any strike declared or authorized by it in contravention of that section is or continues in effect.

(3) L'organisation syndicale qui contrevient à l'article 30.33 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars pour chaque jour de grève.

Infraction — organisation syndicale

5

Prosecution of employee organization

30.35 A prosecution for an offence referred to in section 30.34 may be brought against an employee organization, and an employee organization shall, for the purposes of any such prosecution, be deemed to be a person and any act or thing done or omitted by a representative of an employee organization within the scope of his or her authority to act on behalf of the employee organization shall be deemed to be an act or thing done or omitted by the employee organization.

30.35 L'organisation syndicale peut être poursuivie sous son nom pour une infraction visée à l'article 30.34. Le cas échéant, elle est réputée être une personne, et tout acte ou omission par un de ses dirigeants ou représentants dans le cadre de son pouvoir d'agir au nom de l'organisation est imputé à celle-ci.

Poursuite d'une organisation syndicale

Consent to prosecution

30.36 A prosecution for an offence under sections 30.32 to 30.35 may be instituted only with the consent of the Board.

30.36 Il ne peut être intenté de poursuite pour infraction aux articles 30.32 à 30.35 sans le consentement de la Commission.

Autorisation des poursuites

15

5. Part III of the Act is repealed.

5. La partie III de la même loi est abrogée.

6. Subsection 41(9) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 41(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Action not grievable or appealable

(9) Notwithstanding any provision of Part II.1, the informal disciplinary actions referred to in paragraphs (1)(a) to (d) may not be the subject of a grievance under that Part or be appealed under this Part.

(9) Par dérogation aux dispositions de la partie II.1, les mesures disciplinaires simples visées aux alinéas (1)a) à d) ne peuvent faire l'objet d'un grief présenté en vertu de cette partie, ni d'un appel interjeté au titre de la présente partie.

Mesures ne pouvant faire l'objet d'un grief ni d'un appel

7. Subsection 45.15(5) of the Act is repealed.

7. Le paragraphe 45.15(5) de la même loi est abrogé.

8. Subsection 45.25(4) of the Act is repealed.

8. Le paragraphe 45.25(4) de la même loi est abrogé.

9. Paragraph 45.45(8)(b) of the Act is replaced by the following:

9. L'alinéa 45.45(8)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) any answer or statement made in response to a question described in subsection 24.1(7), 40(2), 45.1(11) or 45.22(8);

b) les réponses ou déclarations faites en réponse aux questions visées aux paragraphes 24.1(7), 40(2), 45.1(11) ou 45.22(8);

10. Paragraph 47(1)(a) of the Act is repealed.

10. L'alinéa 47(1)a) de la même loi est abrogé.

11. Subsections 47.1(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

11. Les paragraphes 47.1(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Privilege

(2) Where a member is represented or assisted by another member pursuant to subsection (1), communications passing in confidence between the two members in relation to the proceeding, representations or appeal are, for the purposes of this Act, privileged as if they were communications passing in professional confidence between the member and the member's solicitor.

(2) Lorsqu'un membre se fait représenter ou assister par un autre membre conformément au paragraphe (1), les communications confidentielles qu'ils échangent relativement aux procédures, aux observations ou à l'appel sont, pour l'application de la présente loi, protégées comme si elles étaient des communications confidentielles échangées par le membre et son avocat.

Secret
professionnel

Rules

(3) The Commissioner may make rules prescribing

(3) Le commissaire peut établir des règles pour prescrire :

(a) the members or members of any class of members who may not represent or assist another member in any proceeding, preparation or appeal referred to in subsection (1); and

a) quels sont les membres ou catégories de membres qui ne peuvent représenter ou assister un autre membre lors des procédures, de la préparation d'observations ou d'appels visés au paragraphe (1);

(b) the circumstances in which a member may not represent or assist another member in any proceeding, preparation or appeal referred to in subsection (1).

b) quelles sont les circonstances dans lesquelles un membre ne peut représenter ou assister un autre membre lors de ces procédures, de cette préparation ou de ces appels.

12. Subsection 47.4(1) of the Act is replaced by the following:

12. Le paragraphe 47.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Extensions of
time limitations

47.4 (1) If the Commissioner is satisfied that the circumstances justify an extension, the Commissioner may, on motion by the Commissioner or on application, and after giving due notice to any member affected thereby, extend the time limited by subsection 44(1), 45.13(2), 45.14(4), 45.14(7), 45.19(4), 45.19(6), 45.23(6), 45.24(1) or 45.24(5) for the doing of any act therein described and specify terms and conditions in connection therewith.

47.4 (1) Le commissaire, s'il est convaincu que les circonstances le justifient, peut, de sa propre initiative ou sur demande à cet effet, après en avoir dûment avisé les membres intéressés, proroger les délais prévus aux paragraphes 44(1), 45.13(2), 45.14(4), 45.14(7), 45.19(4), 45.19(6), 45.23(6), 45.24(1) ou 45.24(5) pour l'accomplissement d'un acte; il peut également spécifier les conditions applicables à cet égard.

Prorogation des
délais

13. Section 50 of the Act is replaced by the following:

13. L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Attendance of
witnesses, etc.

50. Every person is guilty of an offence punishable on summary conviction who

50. Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque, selon le cas :

Comparution des
témoins, etc.

(a) on being duly summoned as a witness or otherwise under Part I, II.1, IV, V or VII, makes default in attending,

a) étant régulièrement convoqué comme témoin ou à un autre titre sous le régime des parties I, II.1, IV, V ou VII, ne se présente pas;

(b) being in attendance as a witness in any proceeding under Part I, II.1, IV, V or VII,

b) comparissant comme témoin lors de toute procédure visée aux parties I, II.1, IV, V ou VII, refuse, alors qu'on le lui demande :

(i) refuses to take an oath or solemn affirmation required of that person,

(i) de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle,

- (ii) refuses to produce any document or thing under that person's control and required to be produced by that person, or
- (iii) refuses to answer any question that requires an answer,
- (c) at any proceeding under Part I, II.1, IV, V or VII, uses insulting or threatening language or causes any interference or disturbance, or
- (d) prints observations or uses words likely to influence improperly a board of inquiry 10 under Part I, the Board under Part II.1, IV or V, the Commission under Part VII, an adjudication board under Part IV or a discharge and demotion board under Part V or witnesses at any proceeding under Part I, 15 II.1, IV, V or VII or to bring any such proceeding into disrepute, or in any other manner whatever displays contempt of any such proceeding.
- (ii) de produire un document ou une pièce sous sa responsabilité,
- (iii) de répondre à une question qui exige une réponse;
- c) lors de toute procédure visée aux parties I, 5 II.1, IV, V ou VII, profère des propos insultants ou menaçants ou fait obstruction d'une manière ou d'une autre;
- d) imprime des remarques ou tient des propos de nature à exercer une influence 10 indue sur une commission d'enquête visée à la partie I, la Commission visée à la partie II.1, le Comité visé aux parties IV ou V, la Commission visée à la partie VII, un comité d'arbitrage visé à la partie IV, une commis- 15 sion de licenciement et de rétrogradation visée à la partie V ou les témoins comparissant lors d'une procédure visée aux parties I, II.1, IV, V ou VII, ou de nature à jeter le discrédit sur le déroulement des 20 procédures, ou encore a un comportement outrageant à cet égard.